

**Arrêté préfectoral autorisant la société EDILIANS
à exploiter une carrière de sable
Commune d'Espaubourg**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I ;

Vu le Code minier ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°s 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 2024 imposant un diagnostic archéologique sur l'ensemble de la surface de l'emprise du projet de la société EDILIANS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du lundi 6 janvier 2025 au jeudi 6 février 2025 inclus sur le territoire des communes de Blacourt, Cuigy-en-Bray, Espaubourg, Hodenc-en-Bray, La Chapelle-aux-Pots, Ons-en-Bray et Saint-Aubin-en-Bray ;

Vu le schéma départemental des carrières de l'Oise approuvé par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2015 ;

Vu la demande présentée le 8 avril 2024 par la société EDILIANS, dont le siège social est situé 65 chemin du moulin Carron à Dardilly (69570), en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière de sable sur le territoire de la commune d'Espaubourg aux lieux-dits « La Sablière » et « Les Landrons » ;

Vu l'avis du 11 juin 2024 de l'autorité environnementale ;

Vu la réponse du 26 juillet 2024 de la société EDILIANS à l'avis de l'autorité environnementale ;

Vu la décision du président du tribunal administratif d'Amiens portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications du 19 décembre 2024 et du 8 janvier 2025 dans « Le Parisien » et du 18 décembre 2024 et du 7 janvier 2025 dans « Le Courrier Picard » ;

Vu le registre d'enquête et l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil municipal de la commune d'Espaubourg ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 26 mai 2025 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites du 18 juillet 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courriel du 28 juillet 2025 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 1^{er} août 2025 ;

Considérant les faits suivants :

1. La société EDILIANS a déposé le 8 avril 2024 un dossier de demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de sable sur la commune d'Espaubourg ;
2. Les activités projetées par la société EDILIANS relèvent du régime de l'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement ;
3. Conformément aux dispositions de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre 1^{er} du Code de l'environnement ;
4. En application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;
5. Les abords du site présentent des espèces faunistiques et floristiques protégées ;
6. Les mesures en lien avec la séquence « éviter, réduire et compenser » proposées par la société EDILIANS dans sa demande susvisée sont reprises dans ce présent arrêté afin de répondre aux potentiels impacts de l'exploitation sur ces espèces et habitats ;

7. Ces mesures permettent d'éviter la destruction d'espèces protégées ;
8. La société EDILIANS a présenté dans son dossier une demande d'aménagement à l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
9. Cette demande vise à exploiter la zone appelée « bande des 10 mètres » lorsque les terrains limitrophes des secteurs extraits appartiennent à la société EDILIANS ;
10. Cette extraction est réalisée dans la mesure où les conditions d'exploitation n'entraînent pas d'instabilité, il n'existe pas de risque vis-à-vis des parcelles des tiers, et aucune prescription réglementaire définie par la séquence « éviter, réduire et compenser » ne vise la zone ;
11. Les mesures compensatoires définies par la société EDILIANS dans son dossier de demande d'autorisation environnementale sont de nature à protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
12. Il convient, par conséquent, de donner une suite favorable à cette demande d'aménagement en l'encadrant par les prescriptions édictées par ce présent arrêté ;
13. Aucune opposition ou objection de principe n'a été formulée à l'encontre du projet par les services administratifs consultés, ni par les communes ;
14. La société EDILIANS a apporté des réponses aux questions soulevées lors de l'enquête publique ;
15. Le commissaire enquêteur a, en conclusion de son rapport, émis un avis favorable au projet ;
16. Les activités exploitées sur le site susvisé et notamment l'extraction de sable sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et il convient, par conséquent, de prévoir les mesures adaptées destinées à protéger ces intérêts ;
17. Les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L. 123-1-A et suivants du Code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
18. Les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter permettent de limiter les inconvénients et dangers ;
19. Les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION :

La société EDILIANS dont le siège social est situé 65 chemin du moulin Carron à Dardilly (69570) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter au lieux-dits « La Sablière » et « Les Landrons » de la commune d'Espaubourg (60650) une carrière de sable sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
2510-1	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production moyenne annuelle : 30 000 t Production maximale annuelle : 70 000 t	Autorisation

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres	Déclaration

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelles	Lieux-dits
Espaubourg	ZA	29	La Sablière
		30	
		32p	
		33p	
		213p	
		234p	
		35p	Les Landrons
		200p	

ARTICLE 1.2.4. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La demande objet du présent arrêté représente une surface de 90 558 m².

La surface exploitable est de 77 000 m².

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Le dossier de demande est déposé sous l'entière responsabilité du demandeur et comporte des éléments d'appréciation sur l'installation, il est nécessaire de pouvoir s'y reporter de manière précise ; à cet effet les documents et plans doivent être repérés, datés et signés.

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ :

Les installations, ouvrages et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION :

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Les travaux de découverte et de remise en état sont inclus dans la durée d'autorisation.

Cette durée peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du Code du patrimoine.

Elle est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à finaliser les travaux de remise en état.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet dans les conditions mentionnées à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES :

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective de garanties financières.

Les garanties financières définies par le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées par la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et définies à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, après intervention des mesures prévues à l'article L. 514-1 du même code, soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Les garanties financières tiennent aussi compte de :

- la surveillance des installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière lorsqu'elles sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur à la suite d'une défaillance ou d'une mauvaise exploitation, tel que l'effondrement d'une verse ou la rupture d'une digue ;
- l'intervention en cas d'effondrement de verses ou de rupture de digues constituées de déchets inertes et de terres non polluées résultant de l'industrie extractive lorsque les conséquences sont susceptibles de donner lieu à un accident majeur.

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES :

Le montant des garanties financières comprend l'emprise des infrastructures, la zone d'exploitation, et la zone remise en état.

Les garanties financières se décomposent de la façon suivante :

Périodes	Emprise infrastructure	Zone d'exploitation	Remise en état	Montant garanties financières
Phase 1 : 0 à 5 ans	1,46	0,48	0,66	71 266 €
Phase 2 : 5 à 10 ans	1,13	1,16	0,75	98 592 €
Phase 3 : 10 à 15 ans	0,58	0,62	1,22	72 717 €
Phase 4 : 15 à 20 ans	0,14	0,50	0,40	37 155 €

Le montant total des garanties à constituer a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté

ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de février 2025 de 132,2 (paru au JO du 16 avril 2025) et un taux de TVA de 20 %.

ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES :

Avant le début de l'exploitation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Une copie de ce document est adressée à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES :

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 utilisée.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES :

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIÈRES :

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES :

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce Code. Conformément à l'article L. 171-9 du même Code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES :

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;

- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant physique.

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES :

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉS

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE :

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS :

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS :

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT :

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT :

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation.

Le nouvel exploitant adresse au préfet la demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. RENOUVELLEMENT OU EXTENSIONS :

Toute demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter et/ou d'extension de la présente autorisation doit être sollicitée, a minima, deux ans avant la date d'échéance de la présente autorisation.

ARTICLE 1.6.7. CESSATION D'ACTIVITÉ :

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, la remise en état vise à rendre aux terrains leur vocation agricole et naturelle dans les conditions prévues au chapitre 6.3 conformément au plan joint en annexe 3 du présent arrêté.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. La notification prévue, ci-dessus, indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

ARTICLE 1.7.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
31/05/2012	Arrêté ministériel fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
09/02/2004	Arrêté ministériel relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
23/01/1997	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
22/09/1994	Arrêté ministériel relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières

ARTICLE 1.7.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS :

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- effectuer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS :

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc. sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE :

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, boues, envols...).

Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU :

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées auprès du chef de carrière.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant les phases d'exploitation au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

ARTICLE 2.7.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION :

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Article 7.2.1	Surveillance des eaux souterraines	Tous les 6 mois
Article 7.2.2	Niveaux sonores	Tous les trois ans
Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01
Article 1.6.7	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 6.1.8	Plan d'exploitation	Annuelle
Article 6.1.9	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
Article 7.3	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)

TITRE 3 PRÉVENTION DES POLLUTIONS

CHAPITRE 3.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air, de l'eau, des sols ainsi que les nuisances sonores, olfactives, vibratoires et visuelles.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX :

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Toutes dispositions sont prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement est interdit.

Le ravitaillement des engins est autorisé sur le site. Toute manipulation de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux superficielles ou souterraines y compris le ravitaillement des engins, doit être effectuée dans la mesure du possible sur une aire étanche ou bien sur tout dispositif équivalent formant cuvette de rétention ou dirigeant tout déversement accidentel vers une capacité de rétention ou tout dispositif permettant de limiter les conséquences potentielles d'un déversement.

L'entretien journalier des engins d'exploitation (remplissage des réservoirs, graissage, réparations mineures) est réalisé sur le site sur aire étanche. Les interventions plus techniques doivent impérativement être réalisées hors site dans des locaux ou des sites adaptés et dûment autorisés.

Toute fuite sur un engin ou véhicule conditionne l'arrêt de celui-ci et la réparation immédiate qui s'impose.

Un kit anti-pollution est présent sur le site pour intervention en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou d'huiles. Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés en tant que déchets dans des filières adaptées et dûment autorisées.

CHAPITRE 3.2 GESTION DES EAUX

ARTICLE 3.2.1. COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU :

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Seine-Normandie en vigueur.

ARTICLE 3.2.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU :

Le site ne comprend pas de local social, et ne consomme pas d'eau.
Aucun prélèvement ou raccordement au réseau d'eau de ville n'est mis en place.

ARTICLE 3.2.3. ÉCOULEMENT DES EAUX SUPERFICIELLES :

Toutes les dispositions sont prises pour ne pas perturber de façon notable le régime hydraulique existant tant en cours d'exploitation qu'après la remise en état des lieux. Si nécessaire, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Le site n'est à l'origine d'aucun rejet aqueux.

ARTICLE 3.2.4. GESTION DES EAUX SOUTERRAINES :

Le site dispose de 4 piézomètres afin de surveiller la qualité des eaux souterraines. Ces piézomètres sont implantés de la façon suivante, conformément au plan en annexe 5 du présent arrêté :

- Pz_1 : au sud du site ;
- Pz_2 : au centre du site ;
- Pz_3 : au nord du site ;
- Pz_4 : à l'ouest du site ;

La surveillance est réalisée conformément à l'article 7.2.1 du présent arrêté.

CHAPITRE 3.3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 3.3.1. ODEURS :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.3.2. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES :

Article 3.3.2.1. Dispositions générales :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions atmosphériques diffuses et la propagation des poussières. Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement de l'installation mobile de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

L'exploitant est également tenu :

- d'entretenir et de maintenir en bon état l'ensemble des engins susceptibles d'être utilisés sur la carrière ainsi que l'installation de traitement des matériaux ;
- de limiter la vitesse de circulation des engins à l'intérieur du périmètre de la présente autorisation à 30 km/h ;
- d'arroser les pistes de circulation interne par temps sec, en cas de besoin ;
- d'assurer les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent, si nécessaire ;
- de nettoyer les roues des engins en cas de besoin.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

TITRE 4 – DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 4.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 4.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.1.2. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT :

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 4.1.3. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT :

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 4.1.4. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT :

À l'exception des déchets issus de l'extraction et utilisés pour le remblayage et la remise en état dans les conditions prévues à l'article 6.3.2 du présent arrêté, les seuls déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les déchets ménagers issus des activités de restauration du personnel.

TITRE 5 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 5.1.1. NIVEAUX SONORES :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 5.1.2. VÉHICULES ET ENGINS :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION :

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et à la sécurité du personnel, ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 5.2 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

L'exploitation de la carrière se fait de 7 h 00 à 19 h 00 du lundi au vendredi et hors jours fériés, pendant quatre semaines maximum par an.

ARTICLE 5.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE :

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 20 h, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 4.

ARTICLE 5.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)
En limite de propriété	70 dB(A)

CHAPITRE 5.3 VIBRATIONS

ARTICLE 5.3.1. VIBRATIONS :

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 6 – CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

CHAPITRE 6.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 6.1.1. PANNEAUX D'AFFICHAGE :

L'exploitant est tenu :

- de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence du présent arrêté d'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état de la carrière peut être consulté ;
- d'installer, en tous points nécessaires, des panneaux de limitation des vitesses des engins susceptibles de circuler à l'intérieur du périmètre de la présente autorisation (limitation à 30 km/h) ;
- d'installer, en tous points nécessaires, des panneaux indiquant la présence de plans d'eau et le risque de noyade ;
- d'installer, en tous points nécessaires, des panneaux interdisant l'accès au public. En particulier l'interdiction d'accéder à la zone de travaux sera matérialisée par des panneaux suffisamment adaptés et dimensionnés.

ARTICLE 6.1.2. BORNAGE :

L'exploitant est tenu de placer des bornes de nivellement en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. Elles sont repérées sur le plan d'exploitation et contrôlées a minima une fois par an, notamment à l'occasion de la mise à jour du plan d'exploitation mentionné à l'article 6.1.8.

À l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte). Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur. Elle est repérée sur le plan d'exploitation et contrôlée a minima une fois par an, notamment à l'occasion de la mise à jour du plan d'exploitation mentionné à l'article 6.1.8.

ARTICLE 6.1.3. CONTRÔLE DES ACCÈS :

La carrière est fermée par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

ARTICLE 6.1.4. CLÔTURE :

La limitation de l'accès à l'ensemble du périmètre d'exploitation définie par le présent arrêté est assurée au moyen d'une clôture. Cette clôture ne doit pas perturber le libre écoulement des eaux en périodes de crues et son intégrité doit être vérifiée régulièrement.

ARTICLE 6.1.5. ACCÈS À LA VOIE PUBLIQUE :

L'exploitant s'assure que l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le débouché de l'accès à la carrière sur la voie publique est pré-signalé de part et d'autre par tout moyen fixe, visible par tout usager et maintenu en bon état.

ARTICLE 6.1.6. DÉCLARATION PRÉALABLE DE DÉBUT D'EXPLOITATION :

Le début des travaux sur la carrière est subordonné à la transmission préalable d'une déclaration de début d'exploitation au Préfet et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.1.7. CONSIGNES D'EXPLOITATION :

L'exploitation se fait sous la surveillance de personne(s) nommément désignée(s) par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation « sécurité » de son personnel. En particulier, il sera formé aux risques inhérents à l'exploitation d'une carrière de sable, des moyens de lutte contre l'incendie et au respect des mesures de réduction de l'impact écologique.

L'exploitant établit a minima les consignes suivantes :

- liées à l'exploitation de l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- liées à la prise en compte de la biodiversité (zone d'évitement...) ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les mesures à prendre en cas de fuite d'hydrocarbures ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'ensemble de ces consignes est porté à la connaissance du personnel et affichées à des emplacements judicieux.

ARTICLE 6.1.8. PLAN D'EXPLOITATION :

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées chaque année un plan d'échelle adapté à la superficie du site mis à jour. Ce plan, qui doit être daté et signé, fait notamment apparaître :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- l'emplacement des différentes bornes définies à l'article 6.1.2 du présent arrêté ;
- les bords de la fouille ;
- les profondeurs d'extraction ;
- les courbes de niveau ou les points cotés significatifs ;
- les zones remises en état
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

ARTICLE 6.1.9. PLAN DE GESTION DES DÉCHETS INERTES ET DES TERRES NON POLLUÉES ISSUS DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE :

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.

Ce plan contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

ARTICLE 6.1.10. PHASAGE :

L'exploitation de la carrière est composée de quatre phases. Le phasage d'exploitation joint en annexe 2 du présent arrêté doit être respecté.

Chaque phase a une durée d'exploitation de cinq ans. L'exploitation débute au nord-est du périmètre et progresse vers le sud puis l'ouest.

Toute modification apportée au phasage doit faire l'objet d'un rapport à connaissance au Préfet.

ARTICLE 6.1.11. SURVEILLANCE DES HABITATIONS :

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant fait procéder à un état des lieux (constat contradictoire) sur les constructions les plus proches du périmètre de l'exploitation définies en cartographie de l'annexe 8. Cet état des lieux consiste à constater l'état du gros œuvre des bâtiments.

Lors des phases d'exploitation 1 et 2, un suivi annuel est réalisé sur ces constructions sous le contrôle d'un expert indépendant. Ce suivi peut ensuite être réalisé de manière moins régulière ou abandonné si les premiers résultats montrent une absence de désordres ou l'absence d'évolution des désordres ayant pu être observés au moment du constat, ou si ceux-ci sont clairement liés à des phénomènes sans relation avec la mise en exploitation de la carrière. En cas de fissures avant ou pendant l'exploitation, des témoins peuvent être posés par l'intermédiaire d'un professionnel du bâtiment choisi d'un commun accord avec les propriétaires et l'exploitant.

Un protocole peut par la suite être rédigé avec l'aide d'un expert afin d'identifier les maisons témoin et afin de déterminer précisément la méthodologie de suivi qui sera employée.

ARTICLE 6.1.12. DÉCAPAGE ET DÉCOUVERTE :

Le décapage et la découverte sont réalisés au fur et à mesure de la progression de l'exploitation avec réaménagement coordonné. Il est limité aux besoins annuels des travaux d'exploitation.

Le décapage et la découverte se font à l'aide d'une pelle hydraulique, d'un dumper ou d'un buteur.

Les matériaux de décapage et de découverte sont mis en stock et repris au fur et à mesure de la remise en état du site, sauf pour le merlon prévu en mesure de réduction MR3. Ils sont disposés en cordon en bordure de l'exploitation et sur une hauteur de l'ordre de 2 m pour conserver la valeur pédologique.

ARTICLE 6.1.13. EXTRACTION :

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres avec les limites du périmètre sur lequel porte la présente autorisation.

Sur cette zone appelée « bande des 10 mètres », toute excavation, est interdite, sauf cas défini au ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, l'extraction sur la zone appelée « bande des 10 mètres » est autorisée lorsque les terrains limitrophes des secteurs extraits appartiennent à la société EDILIANS, et dans la mesure où les conditions d'exploitation n'entraînent pas d'instabilité, qu'il n'existe pas de risque vis-à-vis des parcelles des tiers, et qu'aucune prescription réglementaire définie par la séquence « Éviter, Réduire et Compenser » au chapitre 6.2 ne vise la zone. Ces zones dérogatoires sont cartographiées en annexe 7 du présent arrêté. Une distance d'un mètre est alors respectée entre la zone d'extraction et la limite du site.

La distance entre la zone d'extraction et les habitations est portée à 40 mètres (bande des 10 mètres incluse) autour de la zone d'habitation située au nord-est de la zone d'extraction conformément au plan en annexe 7 du présent arrêté.

Les travaux d'extraction sont réalisés sur plusieurs paliers d'extraction de 2 à 3 m de haut à l'aide du matériel suivant : pelle mécanique, chargeur, pousseur et camions.

L'exploitation est conduite à sec, à ciel ouvert.

L'épaisseur moyenne d'extraction est de 6,2 m (maximum 10,7 m), composée d'une couche de découverte de 40 cm en moyenne et de 6 mètres de gisement. La cote minimale d'extraction est de 98 mètres NGF au sud-est et de 103,7 mètres au nord-est.

L'emploi des substances explosives est interdit.

ARTICLE 6.1.14. FRONTS D'ABATTAGE :

Les fronts et tas de déblais ne sont pas exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

ARTICLE 6.1.15. ACHEMINEMENT ET TRANSPORT :

Le transport des matériaux au départ de l'exploitation s'effectue par voie routière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que les véhicules sortant de son site ne soient pas sources de nuisances ou de dangers (envols de poussières, dépôts de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques, détérioration des voies, etc.). Le respect du poids total autorisé en charge doit être respecté. Les bennes des camions circulant « à vide » sont suspendues pour limiter les nuisances sonores. Si besoin, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- bâchage des bennes ;
- passage d'une balayeuse afin de nettoyer la chaussée à la sortie de la carrière ;
- aspersion des pistes ;
- nettoyage des roues.

Les poids-lourds empruntent l'itinéraire défini dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et sont limités à 100 rotations par jour uniquement lors de la phase d'extraction et de remise en état.

CHAPITRE 6.2 MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION, DE COMPENSATION OU D'ACCOMPAGNEMENT

Les mesures sont présentées en cartographie en annexe 6 du présent arrêté.

L'ensemble de ces mesures fait l'objet d'un rapport annuel porté à la connaissance du public.

A/ Mesures d'évitement :

Mesure ME1 – Évitement de 5,8 ha de parcelles boisées :

La mesure consiste à maintenir la surface boisée située au nord-ouest du site ainsi que sa fonctionnalité.

Mesure ME2 – Évitement de 1,224 ha de zones humides :

La mesure consiste à éviter les deux zones humides de l'aire d'étude, l'une au sud-ouest (0,038 ha) et l'autre au sud-est (1,185 ha). La limite d'extraction se tient à 10 m de la zone humide et un merlon argileux végétalisé est réalisé sur cette bande.

Une rubalise est mise en place durant la phase de constitution du merlon, afin de bien matérialiser le chantier et éviter tout déplacement d'engins au droit de la zone humide. Celle-ci est implantée après bornage du périmètre par un géomètre.

B/ Mesures de réduction :

Mesure MR1 – Mise en place d'un cahier des charges environnemental en amont de l'exploitation :

Un cahier des charges est mis en place par l'exploitant. Un suivi environnemental par un écologue permet de constater l'efficacité et le respect du cahier des charges mis en place.

À minima 2 passages annuels sont réalisés. L'exploitation se déroulant entre mai et septembre, le premier passage doit être effectué avant la phase d'exploitation annuelle et le second en cours d'exploitation.

Chaque passage fait l'objet d'un compte-rendu mail ou téléphonique (en cas de point de vigilance à remonter ou d'alerte), doublé d'un compte-rendu sous forme d'une note agréementée de photographies, cartographies et, s'il y a lieu, de préconisations.

L'activité de carrière de sables peut engendrer une attractivité pour certaines espèces à enjeu non présentes initialement (Hirondelle de rivage, Petit gravelot, Oedicnème criard, amphibiens). Il convient, lors des passages envisagés, de relever les éventuelles contraintes et d'adapter la progression de l'exploitation et/ou le réaménagement (Cf. MS4), après concertation des services de L'État.

Mesure MR2 – Balisage avant travaux :

Lors du creusement des fosses, des merlons sont constitués sur les pourtours de l'exploitation. Afin de préserver les lisières forestières de la zone projet, des barrières de délimitation et/ou de protection sont posées. Ces installations permettent d'éviter tout débordement du chantier (risque d'empiétement et ensevelissement des espèces végétales à enjeu par les mouvements de terre).

Ainsi, les barrières sont posées aux emplacements suivants :

- linéaire de haie à Ajonc d'Europe et station d'Orpin reprise, situés en limite d'une prairie de fauche ;
- 3 linéaires en limite de boisement (ouest, sud et nord du boisement) ;
- 2 linéaires au nord du projet (lisières arborées).

Mesure MR3 – Création d'un merlon paysager au nord-est :

Cette mesure permet de répondre à la destruction d'une surface boisée de 0,16 ha et d'environ 50 m linéaires de haies.

Afin de limiter l'impact de l'extraction sur les zones habitées du hameau des Landrons, un merlon paysager est créé dès le début de l'exploitation avec la terre de décapage de la phase 1. Ce merlon est réalisé conformément aux éléments du dossier et est positionné conformément à la cartographie en annexe 6.

Des plantations arbustives sont réalisées au pied du merlon au plus tôt dans l'année suivant l'obtention de cet arrêté. Le merlon est ensuite planté par des essences arborées au fur et à mesure de sa création. Ces plantations sont réalisées au plus tôt et avec des espèces adaptées à la nature du sol et aux conditions climatiques.

Le merlon est finalisé et planté dans l'année suivant le premier décapage.

Les plantations forestières (cf. liste d'espèces dans l'étude écologique) sont réalisées sur des terrains recouverts de terres végétales et sont effectuées manuellement. Les plants doivent être protégés au minimum pendant les 5 premières années contre la faune sauvage par la pose d'un filet de protection contre les lapins d'au moins 50 centimètres de hauteur. Si la strate herbacée est très concurrente, la pose d'un paillage doit être réalisée.

Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

Mesure MR4 – Adaptation des périodes de coupes et défrichement/décapage :

Afin de limiter l'impact des travaux antérieurs à l'exploitation, il est nécessaire d'effectuer les travaux en dehors des périodes les plus sensibles pour la faune. Cette intervention est réalisée en deux temps :

- MR4.1 – les travaux de coupes doivent être réalisés entre début septembre et la première quinzaine d'octobre. Cette fenêtre temporelle permet d'éviter la période de nidifications des oiseaux et de parturition/hibernation des chauves-souris. En cas d'impossibilité, un protocole spécifique est mis en place (marquage des arbres gîtes potentiels, abattage par technique douce). La végétation coupée est évacuée et les zones concernées sont débroussaillées pour éviter l'attractivité pour l'avifaune ;
- MR4.2 – les travaux de défrichement/décapage du sol doivent être réalisés entre avril et juin. Cette période est considérée comme étant de moindre impact pour les amphibiens notamment.

Mesure MR5 – Limitation des zones de rétention d'eau :

Afin de limiter les points d'eau temporaires durant l'exploitation qui pourraient s'avérer attractifs pour les amphibiens, les éventuelles ornières créées sur les pistes sont comblées. De plus, en cas de constatation de colmatage du sol engendrant une stagnation d'eau, une action de décolmatisation mécanique est effectuée. Cette attention est maintenue tout au long de l'exploitation. Les suivis annuels prévus permettent de maintenir ce point de vigilance.

Mesure MR6 – Adaptation de l'exploitation pour éviter de créer des conditions favorables à l'installation d'hirondelles au niveau des secteurs à risque :

Un talutage à 45° des stocks et fronts sableux en cours d'exploitation est réalisé, ainsi que la mise en place éventuelle de rubans effaroucheurs si nécessaire. L'exploitant doit s'assurer de l'absence de nids lors des opérations.

En cas de découverte de nids lors des suivis réalisés dans le cadre de la mesure MS4, une mise en défens du front de taille est alors mise en place : les milieux nouvellement colonisés (stocks, fronts sableux) sont balisés afin d'éviter leur destruction. Toute découverte de nids est portée à la connaissance des services de l'État.

Mesure MR7 – Période des travaux de réaménagement :

Les travaux de réaménagement de la carrière doivent être effectués en dehors de la période de plus forte sensibilité (hors période de reproduction des oiseaux et des amphibiens), soit entre septembre et octobre.

S'il n'est pas possible d'effectuer l'ensemble des travaux sur la période de moindre sensibilité (en septembre), un contrôle des secteurs concernés est effectué au préalable afin de vérifier l'absence d'espèces à enjeu, et si nécessaire adapter les dates d'intervention.

Mesure MR8 - Réaménagement et revégétalisation des parcelles exploitées, diversification des habitats :

Cette mesure permet de répondre à la destruction partielle d'une surface de prairies mésophiles et d'une des deux stations de *Myosotis douteux*. Elle est renforcée par une mesure d'accompagnement (Cf.MA1).

Les espaces exploités sont réaménagés en suivant le phasage des travaux, en utilisant les terres de découverte (stériles puis terres végétales), pour créer des espaces prairiaux.

L'ensemencement se fait avec des mélanges de graines adaptées aux substrats sableux en présence, en fonction du niveau d'humidité du sol, afin d'apporter une diversité d'habitats et une diversité floristique propice à l'entomofaune (papillons, bourdons, abeilles...). Des exemples de mélange sont proposés dans l'étude écologique.

Il est également utilisé les graines de *Myosotis douteux* récoltés en amont de l'impact (Cf. MA1).

Sur les talus, afin de diversifier les habitats, des substrats variés sont constitués, avec une alternance de terre végétale et de sable de nature et granulométrie différente, avec idéalement des secteurs maintenus à nu pour favoriser les habitats pionniers.

Une alternative aux mélanges de graines par récolte de foin est proposée (cf. étude écologique). La gestion des prairies se fait soit par la mise en place d'un pâturage extensif (ovin ou caprin par exemple) soit par des opérations de fauche tardive.

Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

Mesure MR9 - Recréation d'une strate ligneuse :

Cette mesure permet de répondre à la destruction d'une surface boisée de 0,16 ha.

Il s'agit de recréer un boisement au nord-est dans le cadre du réaménagement du site.

Des plantations forestières (espèces adaptées à la nature du sol et aux conditions climatiques) sont réalisées en bordure nord-est, sur une surface de 0,2 ha.

Les plantations forestières (cf. liste d'espèces dans l'étude écologique) sont réalisées sur des terrains recouverts de terres végétales et sont effectuées manuellement avec des jeunes plants forestiers. Les jeunes plants doivent être protégés au minimum pendant les 5 premières années contre la faune sauvage par la pose d'un filet de protection contre les lapins d'au moins 50 centimètres de hauteur. Si la strate herbacée est très concurrente, la pose d'un paillage doit être réalisée.

Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

C/ Mesures d'accompagnement :

Mesure MA1 – Préservation du *Myosotis douteux* présent sur les emprises du projet par une opération de récolte de graines :

Une station de *Myosotis douteux* (*Myosotis dubia*) présentant un enjeu écologique qualifié d'assez fort se trouve sur l'emprise du projet. Afin de préserver au maximum cette espèce et de renforcer les populations présentes sur la zone d'étude, une récolte de graines, suivi d'un réensemencement, doit être réalisé.

La récolte de graine a lieu entre les mois de mai et juin. Pour la zone de réception, une gestion adaptée à son développement et le favorisant doit être mise en place (fauche tardive). De même, ces zones doivent être exemptes de toute activité humaine. Un semi sous serre est également réalisé pour augmenter le taux de réussite.

Les opérations de gestion de cette espèce doivent être réalisées par un organisme compétent (Conservatoire Botanique National de Bailleul par exemple).

Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

D/ Mesures de non-perte nette :

Mesure MNPN1 – Implantation d'une mare et de dépressions humides :

L'implantation d'une mare dans le cadre du réaménagement va conforter le réseau local et maintenir, voire favoriser, les espèces associées à ce type de milieu.

Une mare est aménagée entre environ 50 et 100 mètres carrés jusqu'à une profondeur suffisante d'environ 1,5 mètre sous le niveau topographique. En ce qui concerne les rives, un optimum en pente douce (pente de 5 à 10%) doit être réalisé afin qu'une ceinture de végétation structurée se développe. Cette mare est composée d'au moins deux dépressions, aménagées au niveau des fonds de fosses réaménagées. Elle est réalisée en fin d'exploitation, au niveau du fond de la phase 3. Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

Mesure MNPN2 - Restauration de la végétation annuelle basse de zone humide :

La zone humide au sud-est n'est pas impactée par le projet. Cependant, cette végétation est en danger d'extinction en Picardie, et une mesure de plus-value écologique est mise en place. La mesure vise essentiellement à remobiliser le substrat régulièrement, tout en supprimant les cultures sur un polygone en bordure de champ, sur des terrains maîtrisés par la société EDILIANS (environ 6 000 m²). Cette mesure comprend donc :

- la suppression de toute culture ;
- l'absence d'intrants et de plantations (ne pas enherber par exemple) ;
- un hersage peu profond une fois par an à l'automne afin de remobiliser le substrat ;
- une simple délimitation de la zone (par un écologue) à l'aide de piquets pérennes espacés et visibles.

Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

Mesure MNPN3 – Implantation de haies :

L'objectif de cette mesure est de renforcer l'implantation de haies localement et d'apporter un gain concernant la flore et la faune associée, et de répondre à la destruction d'environ 50 m linéaires de haies.

Deux linéaires de haies sont créés :

- un linéaire d'environ 175 m situé dans la continuité de la mesure MR3 au niveau des habitations dès le début de l'exploitation ;
- le second au niveau de la limite de propriété sud et le long de la phase 3, sur environ 300 m linéaires dans le cadre du réaménagement du site.

Le principe de plantation est identique à celui de la mesure MR9.

Un suivi doit être mis en place sur cette zone pour évaluer l'efficacité de la mesure.

D/ Mesures de suivis :

Mesure MS1 – Suivi des populations d'espèces végétales d'enjeu :

Un suivi des espèces végétales à enjeu (Orpin reprise, Ajonc d'Europe) et un bilan spécifique en fin d'exploitation et de réaménagement est réalisé par un botaniste afin d'apprécier l'efficacité des mesures de réduction. Ils permettent d'évaluer la taille des populations et leur distribution spatiale (cartographie).

Le suivi est réalisé une fois par an, en juin, période à laquelle chaque espèce est facilement observable. Un compte-rendu est produit à l'issue de chaque passage.

Mesure MS2 – Suivi des habitats restaurés et/ou créés :

Des relevés floristiques, et phytosociologiques si nécessaire seront effectués pour caractériser l'habitat où pousseront les espèces cibles, afin de mieux appréhender l'état de conservation des milieux en place et d'ajuster, si besoin, la gestion proposée initialement.

Des suivis sont réalisés pendant toute la durée de l'exploitation :

- pour les haies et boisement ayant fait l'objet de plantations : 1 passage entre avril et septembre ;
- pour les prairies : 1 à 3 passages par an entre avril et septembre ;
- pour les mares et végétations associées : 1 passage entre juin et septembre ;
- pour la restauration de la végétation annuelle basse des substrats à exondation précoce située au sud : 1 passage en avril.

Un compte-rendu est produit à l'issue de chaque passage.

Mesure MS3 – Suivis des espèces végétales exotiques envahissantes avérées :

Les suivis permettent de vérifier que ces espèces ne se sont pas multipliées et d'ajuster la mesure initiale si besoin.

Les suivis doivent être effectués sur la zone d'étude durant les phases d'exploitation et de réaménagement.

Une note de synthèse annuelle est rédigée.

Mesure MS4 – Suivi de la faune reproductrice au sein des secteurs exploités et réaménagés :

Les suivis permettent à la fois de vérifier l'attractivité des secteurs exploités et réaménagés pour l'avifaune et les amphibiens principalement, mais aussi de relever les éventuelles contraintes dans le cadre des phases de réaménagement.

Les suivis sont menés suivant les travaux de réaménagement et durant toute la durée de l'exploitation :

- pour l'avifaune : 2 passages en période de nidification entre avril et mai/juin, sur les secteurs d'extraction et de réaménagement ;
- pour les amphibiens : 2 passages au cours de la période de reproduction (1 en mars et 1 en juin), principalement au niveau des dépressions humides et de la mare créées dans le cadre du réaménagement.

Les secteurs en activité d'extraction sont visités pour s'assurer de l'absence d'amphibiens au sein de ces emprises.

Une analyse fonctionnelle est produite à l'issue de chaque passage afin d'envisager des mesures complémentaires en cas de besoin.

Un compte-rendu est produit annuellement.

CHAPITRE 6.3 REMISE EN ÉTAT

ARTICLE 6.3.1. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT :

La remise en état doit être effectuée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation dans les conditions fixées dans le présent arrêté notamment vis-à-vis des enjeux de biodiversité en présence. Elle doit être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois avant la fin de la présente autorisation, cette période étant réservée à finaliser les travaux de remise en état.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte-tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux engagements pris dans son dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 6.3.2. NATURE DE LA REMISE EN ÉTAT :

Article 6.3.2.1. Nettoyage de l'ensemble des parcelles

Lors de la remise en état, l'exploitant est tenu de nettoyer l'ensemble des parcelles et, d'une manière générale, de supprimer toutes les structures n'ayant plus d'utilité.

En particulier, l'ensemble des déchets est évacué dans des filières dûment autorisées (valorisation, élimination, etc.) et les engins susceptibles d'être présents doivent également être évacués.

Article 6.3.2.2. Principe de remise en état

La remise en état consiste à créer une zone à vocation agricole et naturelle conformément au plan de l'annexe 3 du présent arrêté.

CHAPITRE 6.4 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**ARTICLE 6.4.1. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE :**

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

ARTICLE 6.4.2. INFORMATION :

L'exploitant informe les services de secours de la mise en exploitation de la carrière et de sa localisation afin de faciliter leur éventuelle intervention. Le personnel présent sur le site dispose d'un moyen de communication fonctionnel.

ARTICLE 6.4.3. INSTALLATIONS ET MATÉRIEL ÉLECTRIQUES :

Le site ne dispose pas d'installation électrique.

Le matériel utilisé est approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Il doit être maintenu en bon état et rester en permanence conforme à leurs spécifications d'origine.

TITRE 7 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 7.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

CHAPITRE 7.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 7.2.1. AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES :

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).

Dans le but de vérifier la qualité des eaux souterraines l'exploitant fait analyser les paramètres suivants pour les quatre piézomètres définis à l'article 3.2.4, tous les six mois :

- température, pH, conductivité ;
- DCO ;
- DBO5 ;
- hydrocarbures totaux ;
- sulfates ;
- métaux (As, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant établit alors à l'occasion de chaque prélèvement un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Si les résultats des mesures mettent en évidence une dérive significative par rapport à l'état initial, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée et, le cas échéant, les mesures à mettre en œuvre. Il informe dans les meilleurs délais le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 7.2.2. AUTO-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS SONORES ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS :

L'exploitant est tenu de réaliser tous les trois ans une mesure du niveau de bruit et de l'émergence. L'emplacement des points de mesures est joint en annexe 4 du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Elles sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Dans le mois qui suit la réception des résultats, l'exploitant est tenu de les transmettre à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont commentés et interprétés. Ils sont également accompagnés de justificatifs concernant le respect de l'emplacement des points de mesures des émissions sonores définis à l'annexe 4 du présent arrêté.

ARTICLE 7.2.3. SUIVI DES DÉCHETS PRODUITS :

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins cinq ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

CHAPITRE 7.3 BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des suivis des eaux, sonore... ;
- des caractéristiques liées à l'activité d'extraction (volume extrait, avancement, remise en état...).

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

ARTICLE 8.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8.1.2. PUBLICITÉ :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'Espaubourg pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire d'Espaubourg fait connaître par procès verbal, adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

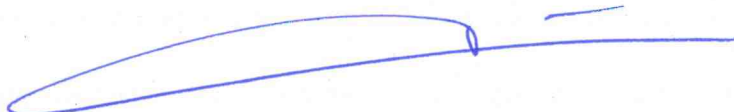
ARTICLE 8.1.3. EXÉCUTION :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

02 SEP. 2025

Le Préfet



Jean-Marie CAILLAUD

Destinataires :

Société EDILIANS

Le maire d'Espaubourg ;

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France ;

Le directeur de l'agence régionale de santé de la région Hauts-de-France ;

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France